



**A.S.D.L.**  
**ASSOCIATION DE SERVICES A DOMICILE**  
**DE LEVALLOIS**  
Hôtel de Ville  
92300 LEVALLOIS PERRET

\*

**RAPPORT**  
du Commissaire aux Comptes  
sur les comptes annuels

\*

Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames, Messieurs les membres de l'Association,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de Services à Domicile de Levallois relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et décrits dans l'annexe des comptes annuels, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les postes comptables jugés significatifs, à savoir :

### **- Subventions :**

L'association perçoit des subventions destinées à financer ses actions. Notre appréciation des subventions comptabilisées s'est fondée sur un recoupement des enregistrements avec les pièces juridiques,

### **- Prestations :**

Les prestations facturées aux usagers et caisses représentent une part substantielle des produits d'exploitations. Nos travaux ont consisté à apprécier la cohérence et la vraisemblance entre le montant total facturé et les données issues de l'outil de gestion.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 7 mai 2026

Olivier GODARD



**EQUINOXE**



**commissaire  
aux comptes**

**BILAN ACTIF**

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	31 924	23 830	8 094	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	1 320		1 320	1 320
Autres titres immobilisés				
Prêts	15 415		15 415	15 415
Autres				
<b>TOTAL I</b>	<b>48 659</b>	<b>23 830</b>	<b>24 829</b>	<b>16 735</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	81 138	2 738	78 399	53 603
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 862		1 862	1 981
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	331 794		331 794	341 289
Charges constatées d'avance	3 339		3 339	3 252
<b>TOTAL II</b>	<b>418 133</b>	<b>2 738</b>	<b>415 395</b>	<b>400 125</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>466 792</b>	<b>26 569</b>	<b>440 223</b>	<b>416 860</b>

**BILAN PASSIF**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	225 272	225 272
Fonds propres complémentaires	19 162	19 162
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	(71 509)	(119 803)
Excédent ou déficit de l'exercice	19 561	48 294
Situation nette (sous total)	192 487	172 926
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>192 487</b>	<b>172 926</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>TOTAL I bis</b>		
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	6 372	
Provisions pour charges	63 382	62 463
<b>TOTAL III</b>	<b>69 754</b>	<b>62 463</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 174	11 077
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	165 809	170 395
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL IV</b>	<b>177 983</b>	<b>181 471</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)</b>	<b>440 223</b>	<b>416 860</b>

## COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	90	60
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	517 909	547 325
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	619 647	608 350
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 242	5 792
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2	2
<b>TOTAL I</b>	<b>1 142 890</b>	<b>1 161 530</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	104 524	91 096
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	53 309	56 617
Salaires et traitements	721 333	740 720
Charges sociales	224 743	218 606
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 895	269
Dotations aux provisions	12 264	5 473
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 261	5
<b>TOTAL II</b>	<b>1 123 329</b>	<b>1 112 786</b>
<b>1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>19 561</b>	<b>48 744</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>		
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		

**COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS ( I - II + III - IV)</b>	<b>19 561</b>	<b>48 744</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		82
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>		<b>82</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		532
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>		<b>532</b>
<b>4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ( V - VI)</b>		<b>(450)</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS ( I + III + V)</b>	<b>1 142 890</b>	<b>1 161 612</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>1 123 329</b>	<b>1 113 318</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>19 561</b>	<b>48 294</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	46 588	43 641
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>46 588</b>	<b>43 641</b>
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	(46 588)	(43 641)
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>(46 588)</b>	<b>(43 641)</b>



***A N N E X E***

# Règles et Méthodes Comptables

(Conformément aux référentiels comptables : les règlements ANC 2022-06 – ANC2023-03)

## 1. Présentation de l'entité

### 1.1. Identité, organisation

#### **a) Objet social de l'association**

L'association de Service à Domicile de Levallois, créée le 14 janvier 1960, a pour objet :  
D'organiser dans la mesure de ses possibilités et en liaison avec la municipalité, un service à domicile d'aides à la vie quotidienne pour les personnes domiciliées dans la commune de Levallois, rencontrant des difficultés reconnues liées à l'âge, à la maladie, ou à un handicap.

#### **b) Activités de l'association**

L'objectif de l'ASDL entre principalement dans le cadre de la politique sectorielle de la ville : « Développer en faveur des seniors un environnement chaleureux, adapté et sécurisé ».

Cette démarche s'étend à tous les levalloisiens (de plus de 3 ans) victime d'un handicap définitif ou temporaire.

L'unique Activité de l'ASDL est d'organiser, dans la mesure de ses possibilités et en liaison avec la municipalité, un service à domicile d'aides à la vie quotidienne pour les personnes domiciliées dans la commune de Levallois, rencontrant des difficultés reconnues liées à l'âge, à la maladie, ou à un handicap, afin de leur assurer hygiène, aide à la toilette, entretien courant de la maison, courses dans le quartier.

#### **c) Effectifs**

- ✓ L'effectif des salariés au 31/12/2025 : 26 salariés.
  - 2 cadres
  - 2 agents de maitrises
  - 22 employés
- ✓ L'effectif des bénévoles au 31/12/2025 : 12 membres.
  - 12 bénévoles statutaires

Les dirigeants de l'association sont bénévoles, ils ne perçoivent aucune rémunération ni avantage en nature. Les représentants des adhérents et les accompagnateurs bénévoles ne perçoivent, eux non plus, aucune rémunération ni avantage en nature.

### 1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

Suite à notre situation financière difficile liée à la forte augmentation salariale des dernières années, nous pensons avoir retrouvé un certain équilibre après avoir mené un plan d'action de presque 3 ans et une négociation avec le CD92 dans le cadre d'un CPOM lié à la qualité des prestations.

En complément nous avons poursuivi notre vigilance notamment avec les actions suivantes :

- Evolution de notre tarif moyen +3,75 %
- Adaptation de la masse salariale

### 1.3. Événements postérieurs à la clôture

L'enjeu, pour notre structure, est désormais de rester vigilant face à la conjoncture économique actuelle.

Il est à noter également, que suite à l'évaluation externe réglementaire, nous devons réaliser un nombre non négligeable de réunions ; ce qui fera augmenter notre nombre d'heures « improductives » (non financées) et donc baisser notre taux de productivité.

Par ailleurs, 2026 sera une année de poursuite de modifications liées à la réforme des SAD ; avec notamment un rapprochement avec le SSIAD de Levallois qui est désormais officiellement actée (convention décembre 2025).

## **2. Règles et méthodes comptables**

### 2.1. Référentiel comptable

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025, dont le total du bilan s'élève à 440 223€ et dont le résultat présente un excédent de 19 571€.

Les comptes annuels de l'exercice 2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- ✓ Continuité d'exploitation ;
- ✓ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- ✓ Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2018-06 obligatoire à compter du 01/01/2020 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et du règlement 2022-06 obligatoire à compter du 01/01/2025 complété par le règlement ANC2023-03.

### 2.2. Changements comptables

L'Association a modifié sa nomenclature comptable conformément à la Règlement ANC n° 2022-06.

Principales dispositions Évolution de la technique comptable :

- ✓ Nouvelle définition du résultat exceptionnel (événement majeur et inhabituel)
- ✓ Suppression du transfert de charges

Évolution de la présentation des données comptables et financières :

- ✓ Mise à jour de la nomenclature des comptes
- ✓ Modernisation et réduction du nombre de modèles d'états financiers
- ✓ Informations dans l'annexe

D'autre part, Le règlement ANC n°2023-03 propose un nouveau modèle de bilan et de compte de résultat, dans le respect des dispositions du règlement ANC n°2022-06.

**Ci-après les modifications apportées au plan comptable en 2025 :**

Plan comptable Général				Règlement ANC n°2022-06			
N°compte	Libellé	Débit	Crédit	N°compte	Libellé	Débit	Crédit
4	Provisions pour pensions et obligations similaires	4973	68355	1521	Provisions pour pensions et obligations similaires	4973	68355
4	Débiteur Créiteur Divers	18333,37	18333,37	468200	Divers comptes créditeurs	18333,37	18333,37
4				468700	Charges à payer		
4	Produits à recevoir	3259,48	1561,61	467100	Divers comptes débiteurs		
4				467200	Produits à recevoir	3259,48	1561,61
1	Caisse	18934,77	13962,53	530000	Caisse	18934,77	13962,53
4	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	5785,36		6333	Contribution unique des employeurs à la formation professionnelle	5785,36	
4	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	2136,1		63333	Contribution unique des employeurs à la formation professionnelle	2136,1	
2	Charges diverses de gestion courante	5,13		658	Pénalités et autres charges	5,13	
1	Charges excep. /opération gestion	268,93		658100	Charges Diverses	268,93	
1	Charges /exercices antérieurs	987,13		658200	Charges sur exercice antérieur	987,13	
4	Subventions d'exploitation	18333,37	598333,37	741000	Subventions d'exploitation	18333,37	598333,37
2	Produits divers de gestion courante		2,04	75800000	Indemnités et autres produits		2,04

### 3. Notes sur l'actif du bilan

#### 3.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- ✓ Agencements et installations des constructions - 5 ans à 10 ans ;
- ✓ Logiciel – 1 à 5 ans ;
- ✓ Matériel et outillage – 3 à 5 ans ;
- ✓ Matériel de transport – 5 ans ;
- ✓ Matériel de bureau et informatique – 3 à 5 ans ;
- ✓ Mobilier – 3 à 5 ans ;
- ✓ Linge de maison – 3 ans.

#### 3.2. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### 3.3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 4. Notes sur le passif du bilan

#### 4.1. Fonds propres

- ✓ Compte 101 000 – Fonds de Dotation : 225 272,43€
- ✓ Compte 102 400 – Apport ALAV sans droit de reprise : 19 162,07€

Soit total des Fonds propres sans droit de reprise : 244 434.50€

#### 4.2. Provisions pour risques et charges

- ✓ La provision de retraite a été comptabilisée à la clôture de l'exercice et s'élève à 63 482€ au 31/12/2025.

Les engagements ont été évalués selon la méthode actuarielle dite « du prorata des droits à terme ».

Convention collective N° 3381 : Aide à domicile.

Montant de l'engagement à terme : 158 K€

Montant de l'engagement probable actualisé : 82 K€

*(Pondéré sur la probabilité de présence, actualisé au taux de 1.3%)*

Montant de l'engagement acquis au 31 décembre 2025 : 63 K€

*(à l'exclusion des droits correspondant aux années restant à courir).*

## 5. Notes sur le compte de résultat

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi de la subvention a été notifiée.

✚ Subvention municipale s'est élevée à 580 000€.

Année	Subvention Ville Levallois	Subv. Exeptionnelle	Total année
2020	500 000		500 000
2021	510 000		510 000
2022	580 000		580 000
2023	500 000	130 000	630 000
2024	580 000		580 000
2025	580 000		580 000
<b>2026</b>	<b>580 000</b>		<b>580 000</b>

✚ Subvention département 92, correspondant au CPOM.

Année	Subvention CD 92	Subv. Exeptionnelle	Total année
2024	28 350		28 350
2025	28 350		39 647

A noter qu'une provision de 10% soit 3660.30€ a été dotée en 2025, concernant un risque de reprise par le CD92.

### ➤ Nombre d'heure réalisé par l'Association :

Année	heures	Evolution/an	Evolution 2020 - 2025
<b>2025</b>	<b>20 955</b>	<b>-9,01%</b>	<b>-24,55%</b>
2024	23 029	0,82%	
2023	22 843	-4,75%	
2022	23 982	-11,71%	
2021	27 162	-2,20%	
2020	27 772		

### ➤ Le taux horaire moyen s'est élevé à :

Année	Tx horaire	Evolution/an	Evolution 2020 - 2025
<b>2025</b>	<b>24,72</b>	<b>3,99%</b>	<b>22,84%</b>
2024	23,77	2,71%	
2023	23,14	6,20%	
2022	21,79	7,76%	
2021	20,22	0,50%	
2020	20,12		

➤ Génération des produits d'exploitation de :

Année	Ventes	Evolution/an	Evolution 2020 - 2025
<b>2025</b>	<b>517 861</b>	<b>-4,99%</b>	<b>-7,31%</b>
2024	545 082	4,05%	
2023	523 859	1,82%	
2022	514 489	-6,32%	
2021	549 201	-1,70%	
2020	558 701		

## 6. Honoraires

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes s'est élevé à 4.600€ pour l'exercice 2025.

## 7. Contributions volontaires en nature

Le montant des contributions volontaires en nature s'élève à 46 588€.

Conformément à l'article 211-3 du règlement 2018-06, l'association des Services à Domicile de Levallois considère que la valorisation des fluides, du ménage, des fournitures de bureau..., ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité d'une part et l'association n'est pas en mesure de recenser et de valoriser ces contributions volontaires en nature d'autre part.

### 7.1. Biens immobiliers :

Adresse	Superficie	Valeur TTC au m <sup>2</sup>	Valorisation TTC /an
Locaux <b>1 Avenue Général de Gaulle</b>	61	532 €	32 428 €

- ✓ La superficie des locaux nous a été transmise par le DGA en charge des Affaires Juridiques, Générales et de la Gouvernance.
- ✓ La valorisation des locaux a été calculée par rapport au marché de la location immobilière de bureaux à Levallois-Perret et plus particulièrement en fonction des adresses à proximité (<https://seloger-bureaux-commerces.com> mise à jour Février 2026).

7.2. Biens mobiliers :**Informatique :**

- Maintenance annuelle : 560 € TTC correspondant à 7 interventions sur l'année 2025
- 5 Ordinateurs portable ET 5 Pc fixes: 13 000 € TTC

Informatique	Valorisation TTC /an
Maintenance Annuelle	560 €
5 PC Fixes et 5 PC Portables	13 000 €
Boîtes aux lettres M365	600 €
<b>TOTAL</b>	<b>14 160 €</b>

- ✓ La valorisation de ces différents éléments nous a été transmise par le Directeur du service Informatique.

7.3. Bénévolat : Néant7.4. Personnels mis à disposition : Néant



# Immobilisations

ADSL

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	26 659		11 250
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>26 659</b>		<b>11 250</b>
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	1 320		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	15 415		
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>	<b>16 735</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>43 394</b>		<b>11 250</b>

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		5 986	31 924	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>		<b>5 986</b>	<b>31 924</b>	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			1 320	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières			15 415	
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>			<b>16 735</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>5 986</b>	<b>48 659</b>	

# Amortissements

ADSL

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	26 659	3 156	5 986	23 830
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>26 659</b>	<b>3 156</b>	<b>5 986</b>	<b>23 830</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>26 659</b>	<b>3 156</b>	<b>5 986</b>	<b>23 830</b>

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 156		
Emballages récupérables et divers	3 156		
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>6 313</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6 313</b>		

# Charges à Payer

ADSL

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 659
Dettes fiscales et sociales	92 669
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	100 328

## Charges et Produits Constatés d'Avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	3 339	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>3 339</b>	

## ***Produits à Recevoir***

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
<b>Immobilisations financières</b> Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières  <b>Créances</b> Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances  <b>Valeurs Mobilières de Placement</b>  <b>Disponibilités</b>	
<b>TOTAL</b>	

## TABLEAU DE SUIVI DES LEGS ET DONATIONS

<b>Legs et donations autorisés par l'administration</b>	<b>Encaissements  A</b>	<b>Décaissements et virements pour affectation définitive  B</b>	<b>Solde des legs et donations en début d'exercice  C</b>	<b>Solde des legs et donations en fin d'exercice  D = C + A - B</b>
<b>TOTAUX</b>				

## **A- SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES**

**B- RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC, DES LEGS ET DES DONATIONS**

© Sage

# Provisions Inscrites au Bilan

ADSL

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				

Provisions pour litiges		12 264		6 372
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.	62 463	5 892	4 973	63 382
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges				
<b>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>62 463</b>	<b>18 156</b>	<b>4 973</b>	<b>69 754</b>

Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	269	2 738		2 738
Autres provisions pour dépréciation				
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>	<b>269</b>	<b>2 738</b>		<b>2 738</b>

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>62 732</b>	<b>20 894</b>	<b>4 973</b>	<b>72 492</b>
----------------------	---------------	---------------	--------------	---------------



# État des Échéances des Créances et Dettes

ADSL

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	15 415	15 415	
Autres immobilisations financières			
<b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>	<b>15 415</b>	<b>15 415</b>	
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	81 138	81 138	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	164	164	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 698	1 698	
<b>TOTAL de l'actif circulant :</b>	<b>83 000</b>	<b>83 000</b>	
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	3 339	3 339	

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>101 754</b>	<b>101 754</b>	
----------------------	----------------	----------------	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Après des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 174	12 174		
Personnel et comptes rattachés	66 610	66 610		
Sécurité sociale et autres organismes	79 292	79 292		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	19 907	19 907		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>177 983</b>	<b>177 983</b>		
----------------------	----------------	----------------	--	--

## ***Engagements Financiers***

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus  Avals et cautions  Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités  Autres engagements donnés :	
<b>TOTAL</b>	

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties  Autres engagements reçus :	
<b>TOTAL</b>	

# Effectif Moyen

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	2	
Ouvriers	22	
TOTAL	26	

Liste des Filiales et Participations

ADSL

Période du 01/01/25 au 31/12/25

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Réserves et RAN avant affecta* resultat	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Valeurs comptables titres détenus Brute	Valeurs comptables titres détenus Nette	Prêts & avances consentis par la société non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par société au cours exercice
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONC. LES FILIALES ET PARTICIPATIONS										
1. filiales (Plus de 50% du capital détenu)										
2. participations (10 à 50% du capital détenu)										
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONC. LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPAT°										
1. filiales non reprises en A:										
- françaises										
- étrangères										
2. participations non reprises en A:										
- françaises										
Levallois Gestion	15 555		8,49	1 320	1 320				(513 292)	
- étrangères										